

Certains projets de résolution sont inscrits au *Feuilleton*, dont celui qui a trait à l'Agence des grains de provende pour l'Est du pays. Cela fait longtemps que la proposition y est inscrite, mais elle n'a pas encore été adoptée; nous aimerions qu'elle le soit au plus vite. Nous entendons également dire que le prix du lait, dans les régions agricoles, n'est pas assez élevé, et nous voudrions que le gouvernement fédéral fasse maintenant pour certaines régions désignées du Québec ce qu'il fait actuellement pour les provinces atlantiques. Nous croyons que cela est urgent, que cela presse, et que cela ne devrait pas rester simplement des mots, mais se traduire par des faits.

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, quelques observations seraient utiles à ce stade du débat. Étant donné l'intérêt manifesté par le gouvernement dont j'ai eu l'honneur d'être le chef pour les provinces de la région atlantique en général, je dirai quelques mots au sujet de la mesure dont nous sommes saisis.

Je dis tout de suite que cette mesure recevra tout l'appui de la loyale opposition de Sa Majesté. Quoi qu'il en soit, ce que l'on fait actuellement et ce qui a été fait dans le passé ne répond pas aux besoins du pays qui demande d'égaliser le plus équitablement possible les chances de chacun. Les habitants des Maritimes ont émigré dans toutes les parties du Canada et aux États-Unis. Cette région a été le berceau d'un grand nombre de dirigeants de notre pays et de toutes nos provinces. Beaucoup d'habitants des provinces de l'Atlantique ont émigré vers d'autres régions du Canada et aux États-Unis à cause de cette inégalité d'occasions et ce qu'il incombe à chacun de nous de faire, c'est de provoquer l'essor économique des régions où l'économie marque un retard sur le reste du pays.

On a donné diverses explications à cet exode de la population de la région atlantique. Qu'est-ce qui a motivé cet exode? A mon avis, l'étude effectuée récemment par l'Organisation de coordination et de développement économiques nous fournit une réponse à cette question: les multiples occasions favorables qui s'offrent dans d'autres régions, en particulier aux États-Unis, ont provoqué une émigration continue de la région atlantique. Ce processus n'est pas nouveau d'ailleurs; il se poursuit depuis 1880.

Que pourrions nous faire pour remédier à cette situation? A mon avis, le gouvernement aurait dû se rendre aux instances du Conseil économique des provinces atlantiques et con-

[M. Grégoire.]

sidérer les provinces de l'Atlantique comme une région désignée. On a invoqué diverses raisons afin d'expliquer pourquoi cette région ne pouvait être désignée, mais elles ne valent rien en ce qui concerne Halifax, Dartmouth, Saint-Jean et Fredericton. De nouveau, j'insiste auprès du gouvernement sur la nécessité d'agir. Il doit admettre qu'il importe de redonner un nouvel espoir à ces régions qui font face aujourd'hui à un chômage massif et qui n'ont pas les mêmes occasions que d'autres régions du pays. Si des mesures sont prises, je suis certain que les Canadiens partout au pays s'en réjouiront et que l'égalisation des chances suivra.

Je ne comprends pas le raisonnement qui pousse le ministère de l'Industrie à s'opposer si vigoureusement à une ligne de conduite qui profiterait non seulement aux provinces atlantiques mais à l'ensemble du pays. Le problème est vaste. Il faut toujours tenter de prévoir l'avenir. Qu'apporteront les 25 prochaines années?

• (4,10 p.m.)

L'un des principaux problèmes dans les Maritimes a été l'absence de rapports étroits avec les provinces centrales. Nombreux sont ceux qui prétendent que le transport ferroviaire est dépassé. Je ne le crois pas et je refuse d'accepter pareil argument. Aujourd'hui il faut songer à ce que l'avenir apportera et l'un des plus grands obstacles à l'expansion industrielle des Maritimes, qui ont de vastes ressources en charbon, c'est le prix du transport.

Divers comités ont étudié ce problème et ont recommandé que de l'aide soit accordée. La commission Duncan et d'autres ont fait des recommandations. D'importantes subventions ont été accordées. De fait, alors que nous étions au pouvoir, nous avons multiplié les subventions destinées aux régions houillères, spécialement au Cap-Breton. Le député de Cap-Breton-Sud (M. MacInnis) et le député de Cap-Breton-Nord et Victoria (M. Muir) se sont tous les deux préoccupés de ce problème et ont demandé que des mesures soient prises. Aujourd'hui, l'industrie houillère est dans une situation grave. La somme de 25 millions de dollars a été promise au cours de la campagne électorale mais n'a suscité aucun appui politique n'a pas encore été fixée et mise à la disposition des intéressés.

A mon avis, il faut développer un système de transport par voie de terre efficace et rapide mais en ce moment, ce n'est qu'un rêve. Je crois que la vie économique des provinces côtières a été entravée par l'absence d'installations de transport terrestre. La longue route suivie par la voie ferrée allant de Montréal à